L'ÉCONOMISTE MOHAMED ACHIR EST FORMEL :

«Le FMI propose l'austérité !»

Dans son dernier rapport sur l'Algérie, le Fonds monétaire international (FMI) a montré la feuille de route qui mène tout droit à l'endettement massif et sans aucune chance de mise en place d'une économie productive, ni d'un modèle social pérenne et respectueux d'un minimum de droits et acquis précédents. Pour l'économiste Mohamed Achir, le FMI veut renouer avec ses anciennes recettes normatives qui ont par le passé prouvé leur parfaite déconnexion avec les réalités socioéconomiques des pays.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Sous les directives du FMI, il ne s'agira pas de réformer le modèle, pour rebondir avec un autre plus efficace, mais tout simplement de le raser faute de ressources sans rien pouvoir proposer en contrepartie», analyse Ferhat Aït Ali.

Cependant, l'enseignant universitaire a tout de même quelques observations, estimant que le rapport manquait de réalisme dans la confrontation des chiffres entre eux, dans le tableau annexé, et avec la réalité de nos finances à fin mai 2017. «On y trouve, entre autres points à éclaircir, le poids de la fiscalité pétrolière en pourcentage de PIB, qui repose sur les projections optimistes du gouvernement et non pas sur les réalités actuelles du marché pétrolier.»

Dans le détail, il explique : le PIB de 2016 étant évalué à 17 250 milliards de dinars, on peut, de ce fait, extrapoler ceux de 2017 et 2018, à des montants pas très éloignés de celui de 2016, aux environs de 17 400 et 17 600 milliards de dinars. «De ce fait, l'application des ratios retenus en matière de recettes globales et d'hydrocarbures, ainsi que de dépenses et de déficit budgétaire, donnent tout, sauf, les chiffres officiels des lois de finances ou ceux de l'exécution partielle, à la date d'émission de ce rapport.»

Pour l'économiste Mohamed Achir, le rapport de l'institution de Christine Lagarde est un appel indirect au gouvernement algérien pour un autre plan d'ajustement structurel qui vise à rétablir les équilibres macrofinanciers internes et externes. Et à libérer le taux de change, les taux d'intérêt ainsi que l'investissement direct étrangers. «Le FMI veut renouer avec ses anciennes recettes normatives qui ont, par le passé, prouvé leur parfaite déconnexion avec les réalités socioéconomiques des pays», souligne M. Achir.

Photo : DR

Mohamed Achir préconise des réformes structurelles.

Et contrairement à ce que recommande le FMI, l'économiste juge qu'en l'état actuel, des réformes structurelles peuvent être entamées sans recourir à l'endettement extérieur et sans vendre les actifs publics industriels. Il juge cependant qu'il est juste impératif d'avoir une vision globale et structurelle des réformes «appuyées par une légitimité et une adhésion de tous les partenaires socioéconomiques». Aussi, est-il temps de mettre en place un grand ministère de l'Economie, des Finances et de la Planification. Quant à la recommandation de relever les taux d'intérêt directeurs, Mohamed Achir pense qu'il faut exactement le contraire «car le coût moyen du capital reste très élevé en Algérie». Ce qui freine les motifs d'investissement et qui les fait fuir vers des marchés financiers informels. «Recommander l'augmentation des taux d'intérêt directeurs pour un pays qui souffre de chômage causé par un recul considérable des investissements productifs est vraiment bizarre», soutient notre interlocuteur. Certes, dit-il, des ajustements opérations sont nécessaires pour drainer le déséquilibre des positions financières internes et externes «mais ces ajustements ne doivent pas produire des effets néfastes sur l'investissement et l'emploi». «En gros, le FMI propose l'austérité», conclut M. Achir.

Y. D.

BÉJAÏA

Un collectif de militants de la cause amazighe saisit les entreprises pour l'introduction de tamazight dans la publicité

Un collectif de citoyens et militants activant pour la promotion de la langue et la culture amazighes dans la wilaya de Béjaïa vient de saisir plusieurs grandes entreprises algériennes, pour la plupart, œuvrant dans l'agroalimentaire, afin de persuader leurs patrons d'intégrer tamazight dans leurs stratégies publicitaires.

«Ayant constaté une présence timide, voire insignifiante de tamazight dans le paysage publicitaire algérien, alors même que, cette langue est officielle depuis plus d'une année, nous avons pris l'initiative de vous écrire, ainsi qu'à d'autres firmes, dans l'espoir de vous persuader du bien-fondé et de la nécessité d'intégrer ce chaînon fondamental de la société algérienne dans vos stratégies publicitaires», écrit le collectif dans sa lettre adressée à une quinzaine d'entreprises. En vue de remettre à niveau tamazight à côté des langues arabe et française qui dominent le paysage publicitaire, le collectif de citoyens suggère aux entreprises d'insérer tamazight dans l'étiquetage de tous les produits écoulés sur le territoire national, sur les panneaux, affiches et spots publicitaires (picturaux, radiophonies et télévisuels), ainsi que sur les enseignes et autres équipements et supports publicitaires….

Le même collectif préconise pour des besoins d'efficacité et de compréhension l'usage des caractères latins pour la transcription. «Pour que ce projet soit efficacement mené, et pour des considérations de compréhension et de cohérence, nous vous suggérons d'utiliser la transcription latine, étant donné que c'est pour ces caractères que l'Etat a opté pour l'enseignement de tamazight à l'école et à l'université», note le collectif de citoyens.

Dans la lettre adressée aux entreprises algériennes, le même collectif estime que «accéder à cette quête légitime ne serait que justice rendue aux millions de vos consommateurs qui s'expriment en tamazight et ne manqueraient pas par ailleurs de renforcer par là-même, votre image de marque auprès de vos clients». Et de poursuivre «en même temps, en acceptant d'ouvrir vos bras à tamazight, vous contribuerez, non seulement à la promouvoir, mais aussi à consolider les constantes nationales du pays dont l'amazighité est l'un des piliers fondamentaux».

Par ailleurs, des photos de panneaux et autres supports publicitaires transcrits en tamazight, sont joints en annexes à la lettre adressée aux entreprises, plus une pétition signée par pas moins d'une cinquantaine de personnes engagées dans la promotion de la langue amazighe.

Constitué de militants de divers horizons parmi lesquels des enseignants de tamazight, des artistes, des journalistes, le collectif a affiché sa disponibilité à accompagner les entreprises voulant se lancer dans la communication en tamazight dans tout ce qui a trait à l'aspect linguistique.

A. K.

APRÈS LES PLUIES PERSISTANTES DE CE MOIS DE JUIN

Alerte chez les céréaliculteurs à Bouira

«Le malheur des uns fait le bonheur des autres», dit le dicton. A Bouira, et pour le cas des céréaliculteurs de la wilaya, nous pourrons inverser ce dicton et nous les y trouverons en bonne place. «Le bonheur des uns fait le malheur des autres.» Les autres, ce sont justement les céréaliculteurs qui, contrairement aux uns, c'est-à-dire les maraîchers, les arboriculteurs et même les oléiculteurs qui accueillent avec beaucoup de bonheur ces pluies comme arrosages providentiels, vivent les moments présents comme un véritable supplice.

C'est un véritable état d'alerte qui frise l'hystérie que nous avons perçu chez certains céréaliculteurs, tant avec les quantités de pluies qui se sont déjà abattues à travers la wilaya, leurs cultures céréalières sont sérieusement menacées. Et avec la météo qui annonce encore des perturbations, ajoutées aux pluies torrentielles qui se sont déjà abattues durant la nuit de vendredi, puis celles de ce samedi qui étaient assez marquées et qui ont duré, quand même, une bonne partie de la soirée, les céréaliculteurs redoutent vraiment la catastrophe pour leurs cultures.

Selon un groupe de céréaliculteurs de la région de Bouira que nous avons rencontrés hier, les orges sont les plus menacées puisqu'elles sont très fragiles. Le fait qu'elles soient au stade de maturité, selon eux, ces pluies orageuses leur causent d'énormes dégâts avec des tiges qui se ramollissent et qui se cassent ou se plient jusqu'au sol, créant des conditions idéales pour l'emmagasinage à l'intérieur des épis de quantités importantes d'eau. En tout cas, selon eux, suffisamment pour permettre l'éclosion des graines à l'intérieur des épis si le mauvais temps persiste dans cette situation, c'est-à-dire avec des pluies orageuses cycliques et quasi-quotidiennes, ne laissant plus de temps à l'épi de s'assécher.

Cela étant, et selon nos interlocuteurs, plusieurs céréaliculteurs ont déjà ramassé leurs récoltes d'orge et même d'avoine, puisque la campagne de moisson-battage a commencé officieusement depuis la mi-mai dans certains endroits.

Cependant, si l'orge et l'avoine ont été en partie récoltées, ce n'est pas le cas pour le blé dur et le blé tendre. Des milliers d'hectares de ces deux variétés risquent d'en pâtir si les pluies persistent pendant ce mois de juin.

Et le comble dans toute cette histoire, c'est que face à ce risque, aucune solution n'est possible : les céréaliculteurs ne font que prier le bon Dieu pour que le beau temps, c'est-à-dire les chaleurs de saison, revient pour permettre à leurs cultures céréalières d'atteindre idéalement leur maturité et pouvoir procéder par la suite, soit à partir de juillet, à la campagne de moisson-battage. Pour rappel, au niveau de la wilaya de Bouira, ce sont quelque 67 748 hectares de terres agricoles qui ont été emblavées durant la présente campagne 2016-2017, avec pour le blé dur, 39 286 hectares ; le blé tendre, 8 425 ha ; l'orge, 18 366 ha et enfin, l'avoine avec 1 671 hectares.

L'année dernière, et avec une surface totale de 70 000 hectares, la production globale était de près de 1,4 million de quintaux. Cette année, et malgré l'optimisme affiché au début du mois de mai par les responsables des services agricoles qui avaient redouté, dans un premier temps, la sécheresse qui avait sévi pendant le mois de mars mais vite compensée par les pluies du mois d'avril, les pluies qui s'abattent actuellement à l'intérieur du pays et qui touchent la wilaya de Bouira, risquent de compromettre sérieusement la campagne céréalière.

Du moins, côté qualité du grain qui risque de se noircir et même de faire des pousses et de commencer la germination ; ce qui aura pour conséquence, lors de l'ensilage, selon un expert agricole, le développement de maladies cryptogamiques qui ne seront visibles que lors de la prochaine campagne des labours-semailles.

Y. Y.